

Réunion de la commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles de l'APF

Dimanche 27 juin 2021 à 15 heures et lundi 28 juin 2021 à 15 h 30 (visioconférence)

M. Philippe Mouiller, sénateur, vice-président délégué de la section française, rapporteur, a pris part aux travaux de la commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles qui se sont tenus, dimanche 27 et lundi 28 juin 2021, à la fois à Bruxelles, dans les locaux du Parlement de la Fédération de Wallonie, et par visioconférence, sous la présidence de M. Christian Levrat, président (Suisse). Y ont également participé des parlementaires représentant les sections d'Arménie, de Belgique/Communauté Française/Wallonie-Bruxelles, du Bénin, du Burundi, du Cambodge, du Cameroun, du Canada, de Catalogne, du Gabon, du Jura, de Louisiane, de Monaco, de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française, du Québec, de République centrafricaine, de Roumanie, du Rwanda, du Sénégal, de Suisse et du Vietnam.

Appelé à d'autres fonctions à partir de septembre 2021, le président Christian Levrat a présenté M. Laurent Wehrli, conseiller national (Suisse), appelé à lui succéder à la présidence de la commission.

La première demi-journée de travaux a été consacrée à l'examen des différents rapports.

L'ordre du jour de la présente réunion, le compte rendu et le relevé de décisions de la réunion précédente du 27 janvier 2021 ont été adoptés, ainsi que le rapport d'activités portant sur le premier semestre 2021.

Le prix Senghor-Césaire 2020 attribué à la Fondation gabonaise Raponda-Walker pour la science et la culture sera remis en janvier 2022 lors de la réunion du Bureau de l'APF qui se tiendra à Libreville, au Gabon.

À la suite de la présentation par Mme Iphigénie Mukandera, députée (Rwanda), du rapport d'activités du Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, le président Christian Levrat a indiqué que la prochaine réunion du Réseau sera organisée à Kigali, au Rwanda, du 25 au 28 août 2021.

Un tour de table a permis aux différentes sections de faire un point de situation, de partager leurs expériences, les défis auxquels leur section, leur parlement ou encore leur région ont dû faire face depuis la dernière réunion de la commission, le tout en lien avec les différentes thématiques traitées par la commission.

M. Philippe Mouiller a présenté l'avant-projet de son rapport sur le sport et la francophonie, expliqué la démarche adoptée, présenté le questionnaire, et proposé des pistes de réflexion en vue d'un projet de résolution, avant de répondre aux nombreuses questions qui ont contribué à enrichir le débat.

Il a indiqué que plusieurs grands événements sportifs internationaux allaient se dérouler ces prochaines années dans les pays francophones, qu'il s'agisse des Jeux de la Francophonie à Kinshasa (République démocratique du Congo) en 2022, des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 à Paris, ou des Jeux Olympiques de la Jeunesse à Dakar (Sénégal) en 2026. Ces différentes compétitions seraient autant d'occasions de redorer le blason de la

francophonie sportive que d'aucuns ont pu juger terni. Mais pour lui, ces événements devaient être considérés également et avant tout comme de puissants leviers de développement social, culturel et économique pour les populations et les territoires qui les accueillent.

Fédérateur et vecteur d'inclusion, le sport, qu'il soit professionnel ou amateur, devait en effet être pensé comme un outil au service d'objectifs plus larges de développement. Aussi le sport est-il cité dans l'Agenda 2030 pour le développement durable : il contribue à la paix, à l'autonomisation des femmes et des jeunes, ainsi qu'à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) en matière de santé, d'éducation et de cohésion sociale.

M. Philippe Mouiller a indiqué qu'il s'était fixé, dans le rapport qui sera présenté lors de la prochaine réunion de la commission en 2022, un triple objectif :

- établir un état des lieux de la diversité des acteurs impliqués dans le sport et la francophonie, et mieux comprendre leur articulation ;
- expliquer comment la francophonie peut, à travers le sport avec lequel elle partage nombre de valeurs, être un formidable vecteur d'inclusion sociale et d'éducation, une arme puissante contre les discriminations et les inégalités ;
- étudier comment le sport, notamment à travers les grands événements sportifs internationaux, peut servir au mieux la promotion et la valorisation de la langue française.

Remplaçant Mme Christine Labrie (Québec), rapporteure, empêchée, M. Joël Arseneau (Québec) a présenté le rapport préliminaire sur le décrochage scolaire dans la francophonie : la situation et des solutions, différenciées selon les sexes. Cette présentation a été suivie d'un débat.

M. René Collin (Fédération Wallonie) a présenté le projet de contribution à l'avis de l'APF pour le sommet de Djerba de novembre 2021.

La seconde demi-journée de travaux a été consacrée à différentes auditions et au suivi des résolutions.

Deux représentants du Conseil supérieur de l'éducation aux médias de Belgique, Mme Catherine Soudon et Mme Tatiana Debrabandère, ont rendu compte des travaux du Conseil sur les jeunes, l'actualité et les médias, et les usages qu'ils en font. Mme Stéphanie Merle et M. Jean-Pierre Raskin ont présenté leur projet IngénieuxSud en lien avec l'éducation citoyenne mondiale et solidaire. Mme Marie-Sophie De Clippele, chercheuse à l'Université de Saint-Louis à Bruxelles, a éclairé les parlementaires sur la protection du patrimoine culturel pendant les conflits. Cette audition a été conçue en appui de la mission menée par l'APF en Arménie au mois de juin 2021. Mme Sonia Ghazaryan (Arménie) a rendu compte des destructions de la culture arménienne par les forces d'Azerbaïdjan. Un projet de déclaration sur cette question a été adopté par la commission.

M. Carlo Sommaruga (Suisse) a ensuite proposé de travailler à un prochain rapport sur la restitution des biens culturels coloniaux. Le président Christian Levrat a jugé qu'il pourrait être intéressant d'associer une section du Nord et une section du Sud dans la rédaction de ce rapport.

M. René Collin (Fédération Wallonie) a fait part de son intérêt pour les questions de coopération, sur le modèle développé par IngénieursSud, et envisagé une collaboration avec l'AUF sur ce point.

La section de Tunisie a été approchée pour accueillir la prochaine réunion de la commission au printemps 2022.